
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 26/2 (1999)

DOI: 10.11588/fr.1999.2.47505

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

l'esthétique et de l'épistémologie, mais ailleurs également – par les histoires particulières que des impulsions nouvelles commencent à parvenir dès la première moitié du XVIII^e siècle dans l'historiographie.

Gérard LAUDIN, Paris

Matthias DÜMPELMANN, *Zeitordnung. Aufklärung, Geschichte und die Konstruktion nationaler Semantik in Deutschland 1770–1815*, Berlin (Duncker & Humblot) 1997, 308 S. (Historische Forschungen, 61).

Cette thèse de doctorat de philosophie, préparée à Münster sous la direction de Peter Burg, décrit un parcours sinueux et érudit à travers les ouvrages des historiens allemands de l'époque allant de l'*Aufklärung* à la phase préparatoire de l'historisme (Heeren, Luden, Pölitz ...) afin d'y repérer la formation du discours conservateur. L'analyse de Matthias Dümpelmann ne porte pas sur les »classiques« du conservatisme, mais sur le glissement de l'historiographie vers le conservatisme qu'il situe au moment où le discours de l'*Aufklärung*, après avoir »ouvert l'avenir« en le pensant comme lieu de possibles indéterminés régi par l'homme promu sujet de l'histoire, s'universalise et pense le futur comme prédéterminé par le passé et le présent (p. 45).

Cette »mise en ordre du temps« (*Zeitordnung*), ou »défuturisation de l'avenir«, est parfaitement observable quand on compare par exemple la théorie kantienne des *Geschichtszeichen* (qui ne sont pas des faits empiriques, car la raison pour Kant ne se manifeste que réfractée) au concept de progrès, programmatique, linéaire et héritier de l'espace-temps unitaire des historiens de l'*Aufklärung* (et de ce fait tendanciellement ethnocentrique) développé par Condorcet dans »L'Esquisse« et dont de nombreuses thèses de Karl Heinrich Ludwig Pölitz, qui croit pouvoir mesurer la perfectibilité aux faits réels, offrent un équivalent. Le problème théorique ainsi posé peut être formulé comme suit: »Wo ist die Wasserscheide zwischen der bloß regulativen Idee eines offenen, Fortschritt erweisenden Zukunftshorizontes und der zwingenden Version eines totalitären Geschichtsziels zu verorten?« (p. 39).

Cette »trahison« de la pensée des Lumières s'effectue en Allemagne avec une netteté qui fait de ce pays »un laboratoire de la modernité« (p. 19). La raison principale doit en être cherchée, selon M. Dümpelmann, dans l'absolutisme réformateur lui-même qui fit passer certaines idées éclairées dans la politique des princes via les nombreux fonctionnaires formés par les universités, tandis qu'il préparait la défuturisation de l'avenir en le planifiant. La forte présence de l'enseignement de l'histoire dans les universités a fait ainsi pénétrer des thèses des Lumières au cœur même du pouvoir absolutiste et contribué aussi à poser l'identité nationale en termes d'identité historique, seule façon de penser conjointement *Kultur- und Staatsnation* (p. 19): c'est cela que M. Dümpelmann appelle »construction historique de l'identité nationale«.

En second lieu, cette défuturisation peut être comprise comme une réaction à la Révolution française, laquelle entraîna une »déchirure du temps« (*Zeitriß*, on aurait pu parler aussi de *Kulturriß*, puisqu'elle prétend rompre, avec le Saint-Empire, la continuité historique allemande): dès lors, les Allemands ne peuvent trouver les fondements de leur légitimité historique que dans l'exact contraire des thèses du cosmopolitisme et de l'avenir ouvert, deux espaces conceptuels déjà occupés par les Français. Le nouveau concept de »nation« fut ainsi élaboré dans une perspective contrastive et défensive (p. 247), fondée sur la recherche d'un »consensus interne« de la communauté allemande. Le pas suivant vers ou déjà dans le conservatisme fut franchi quand l'historisme évacua le temps hors du concept d'histoire, s'interdisant ainsi de penser le changement et les discontinuités (p. 145). Le terme même d'histoire change alors de sens: il ne connote plus l'idée de *Zeitlichkeit*, de

changement, mais celle de »Schatz von Erfahrungen, die im Begriff der Nation vollendet sind« (p. 252).

On l'aura compris, ces analyses décrivent des phénomènes largement connus (la formation de l'idée de nation en réaction contre l'universalisme cosmopolite des *Aufklärer*, sa relation avec le »changement de souveraineté« induit par la Révolution française – peuple vs. État vs. nation –, le dualisme *Reich* / États territoriaux propre à l'Allemagne etc.) à l'aide de catégories issues de Max Weber, de Jean-François Lyotard (l'idée de nécessité permanente de refonder la légitimité du discours politique) et surtout de Michel Foucault (»discours«, »assujettissement«, »gouvernementalité«, traduit ici par »Verfügbarkeit«), dans une double perspective d'histoire sociale des idées et d'analyse des discours: il s'agit de repérer comment des configurations sémantiques constituent des instances d'interprétation du monde à l'intérieur d'un système social (p. 60) et ainsi de reconstruire la »sémantique historique« du champ notionnel de »nation« (p. 20). M. Dümpelmann refuse fort judicieusement la métaphore traditionnelle qui parle d'»éveil« des nationalités, au profit de l'idée d'»invention« d'un lien nouveau entre les membres de la communauté: »Die bindungslosen Individuen imaginieren sich gesellschaftlich als Nation« (p. 37).

L'originalité de la thèse de M. Dümpelmann, qui ne fait pas l'histoire mais l'archéologie du concept de nation (»nach Scherben nachgehen«, p. 41), tient à ce qu'il double son analyse de la parenté structurelle des concepts de nation et d'histoire d'une mise en relation des idées de futur et de nation.

Cette analyse du passage d'une historiographie politisée et critique à une historiographie qui stabilise le système politique dans une perspective nationale s'accompagne fort logiquement de développements métahistoriques. Leur ampleur est telle qu'elle donne parfois l'impression de deux livres en un: de longues pages fournissent une analyse critique le plus souvent pertinente des thèses, fondements et perspectives de l'historiographie contemporaine, en particulier de Hayden White, R. Koselleck, K. Löwith, J. Kocka, W. Lepenies, R. Vierhaus, N. Hammerstein, J. Rüsen, J. F. Lyotard, P. Szondi (mais Paul Ricœur est négligé), ainsi que des histoires de l'historiographie de l'*Aufklärung*, depuis Wegele et Fueter. En marge des analyses de J. Rüsen et de son »école« sur les paradigmes de scientificité, M. Dümpelmann entend ainsi souligner l'importance centrale, dans l'historiographie du XVIII^e siècle (p. 109), de la perspective de »Gegenwartskonstitution«, qu'on peut considérer comme une version politique de l'*historia magistra vitae*, puisqu'elle permet de décoder le vécu présent mis en perspective avec le passé par les études historiques. Il ne faudrait pas toutefois que cette thèse, fort pertinente, suggère que l'établissement de la relation au présent – qui demeure une préoccupation discontinue au XVIII^e siècle – serait le point d'ancrage principal de l'historiographie de l'*Aufklärung*.

Si l'on se prend parfois à trouver le plan par trop générateur de redites (les pages 40 à 100 apparaissent comme des introductions juxtaposées), on apprécie toujours que les (re)démonstrations parfois longues de thèses maintenant bien connues, de même que les chapitres en forme de *Forschungsberichte* (p. 63sq., p. 102–111), s'appuient sur des exemples trop peu étudiés (la comparaison déjà évoquée de Kant et de Condorcet), sur des historiens encore mal connus comme Heeren, Luden, Pölitz (dont les ouvrages investissent nettement la perspective de progrès dans la politique nationale), voire totalement négligés comme Johann Jacob Schmauß, Johann David Köhler, Carl Renatus Hausen, Gottfried Ludwig, Friedrich Meier ou Johann Gottfried Gruber. Quelques allusions à des faits historiques précis – comme le rôle éminent joué par les princes allemands dans des mécanismes politiques complexes, lesquels furent également producteurs d'idées nouvelles – auraient enrichi cette analyse qui demeure parfois un peu trop dans l'histoire (certes sociale) des idées, dans une sorte de guerre philosophique, de même que quelques références à des historiens comme Guizot auraient pu mettre cette »sémantique nationale« allemande en perspective avec l'émergence ailleurs de phénomènes voisins.

Gérard LAUDIN, Paris